



VILLE DE DRAGUIGNAN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A-2024- 1156

Autorisant l'ouverture temporaire d'un débit de boissons pour l'Association « Twirling Bâton Dracénois », lors du Gala 2024.

Richard STRAMBIO, Maire de la Ville de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa), conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2214-4;

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2, L. 3335-1 et L. 3335-4 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2007 sur les zones protégées ;

Considérant la demande formulée par Monsieur ESCOT Sylvain, Président de l'association « Twirling Bâton Dracénois », dans le cadre du Gala 2024, organisé le 29 juin 2024 de 18h30 à 23h00.

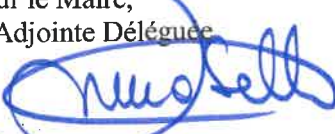
ARRÊTE

Article 1^{er} : Monsieur ESCOT Sylvain, Président de l'Association « Twirling Bâton Dracénois », est autorisé à ouvrir un débit de boissons, exceptionnel et temporaire, à la Maison des Sports et de la Jeunesse, 133 Boulevard Max DORMOY, 83300 Draguignan, dans le cadre du Gala 2024, organisé le 29 juin 2024 de 18h30 à 23h00.

Article 2 : Conformément à la réglementation en vigueur, les boissons mises en vente seront limitées à celles comprises aux groupes 1 et 3 tels que défini par l'article L. 3321-1 du code de la santé publique, c'est-à-dire les boissons sans alcool et les boissons fermentées non distillées et vins doux naturels, à savoir vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

Article 3 : Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Cet arrêté sera notifié au demandeur.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent arrêté et rappelle conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, qu'il peut être contesté devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet. www.telerecours.fr.

Draguignan, le 24 JUIN 2024
Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée

Christine PRÉMOSELLI